

Communiqué - Ministre Louis Michel - Intervention au Conseil d'Affaires Générales et Relations Extérieures (CAGRE) de l'Union européenne des 18-19.11.02 concernant la problématique internationale du café, Bruxelles, 19 novembre 2002

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères Louis Michel a saisi l'occasion du Conseil d'Affaires Générales pour attirer l'attention de ses collègues sur l'évolution inquiétante du marché du café et sur les conséquences dramatiques de cette crise pour les petits producteurs de café ainsi que pour l'économie des pays exportateurs.

Le problème étant causé par un déséquilibre structurel entre l'offre et la demande, il n'y a pas de solution simple à la crise et il convient de développer un ensemble de réponses parmi lesquelles restructuration des secteurs du café, diversification, amélioration de la qualité, etc.

Cette préoccupation et cette analyse ont été partagées par la Commission et par les Ministres de diverses délégations. Il a été suggéré que la Communauté, dans le court terme, demande à l'Organisation internationale du Café d'entreprendre une étude par pays et région sur la rentabilité de la production de café et, sur le long terme, examine comment soutenir la mise en oeuvre de plans nationaux de restructuration. D'autres ont mis l'accent sur la diversification et la nécessité de s'assurer dans ce cadre des possibilités d'accès au marché des pays développés.

Le rôle de la Banque mondiale sur la couverture des risques de fluctuation des prix a été souligné, ainsi qu'une initiative de code de conduite sur les relations entre le secteur privé et les producteurs, qui pourrait être reprise au sein de l'Organisation internationale du Café.

La Commission, pour sa part, a également évoqué la diversification, soulignant que les possibilités n'étaient pas toujours nombreuses et se heurtaient quelques fois au problème de l'accès au marché. Répondant aux demandes des délégations, elle a indiqué qu'elle envisageait une analyse globale de la problématique des matières premières, qui serait centrée sur la diversification et l'accès au marché.

La Présidence danoise, en soulignant la préoccupation du Conseil devant la situation du marché du café et les conséquences dramatiques pour les petits producteurs, a souhaité tirer des conclusions opérationnelles. Elle a indiqué que ce débat devait s'inscrire dans le cadre du développement durable, que la Communauté soutenait l'initiative de l'Organisation internationale du Café sur la qualité du café et que le Conseil demandait à la Commission de présenter des suggestions sur des mesures à prendre pour lutter contre cette crise.